

Introduction

Nous n'avons pas affaire à la crise de la modernité; nous avons affaire à la nécessité de moderniser les présupposés sur lesquels la modernité est fondée. La crise présente est non pas la crise de la Raison mais la crise des motifs irrationnels, désormais apparents, de la rationalisation telle qu'elle a été entreprise.

La crise présente ne signifie pas l'impasse du processus de modernisation et la nécessité de rebrousser chemin; elle signifie la nécessité pour la modernisation *de se moderniser elle-même*, de s'inclure réflexivement dans le champ de son action : de *rationaliser la rationalisation elle-même*¹.

Si, en effet, on définit la modernisation comme une différenciation culturelle des sphères de vie et une laïcisation des activités qui leur correspondent, alors la tâche est loin d'être achevée. Tel qu'il s'est déroulé jusqu'ici, le processus de modernisation a produit ses propres mythes, entretenu un nouveau « credo » soustrait à l'examen argumenté et à la critique rationnelle. Les limites qu'il a ainsi assignées à la rationalisation sont devenues indéfendables. Ce que les « post-modernes » prennent pour la fin de la modernité et la crise de la Raison est en réalité la crise des contenus irrationnels, quasi religieux sur lesquels s'est édifiée cette rationalisation sélective et partielle qu'est l'industrialisme, porteur d'une conception de l'univers et d'une vision de l'avenir désormais insoutenables.

1. J'emprunte l'idée de rationalisation réflexive à Ulrich Beck, *Risikogesellschaft*, Suhrkamp, Frankfurt-am-Main, 1986.

Tant que nous ne nous serons pas dégagés de cette vision, nous continuerons de nous replier frileusement sur des nostalgies passées et des poursuites privées, incapables de donner un sens, d'imprimer une orientation aux mutations qui ont détruit nos croyances passées.

Par ces remarques je n'entends pas insinuer que la rationalisation peut ou doit s'étendre indéfiniment pour englober tout ce qui semble lui échapper encore. Au contraire : je montrerai qu'il y a des limites ontologiques, existentielles à la rationalisation et que ces limites ne peuvent être franchies que par des pseudo-rationalisations elles-mêmes irrationnelles, en lesquelles la rationalisation se renverse en son contraire.

La délimitation de la sphère de ce qui est rationalisable sera l'un des principaux objets de cet essai. Je prendrai pour point de départ le commentaire d'un texte qui, involontairement, nous fait comme toucher du doigt la crise de cette rationalité particulière qu'est la rationalité économique, inconsciente de l'étroitesse de ses limites, pour remonter ensuite à l'examen des présupposés idéologiques et éthiques qui ont rendu possible son extension au-delà du champ pratique dans lequel elle est applicable.

Dans un article typique de la pensée économique dominante, Lionel Stoleru écrit :

Une vague de progrès technologiques rend inutiles toute une série de travaux et supprime massivement des emplois sans en créer autant par ailleurs... [Elle] va permettre de produire plus et mieux avec moins d'efforts humains : les économies de prix reviennent, les économies de temps de travail nécessaires vont améliorer le pouvoir d'achat et *créer ailleurs dans l'économie (ne serait-ce que dans les loisirs) de nouveaux champs d'activité*¹.

Plus loin, Stoleru revient sur ce dernier point pour bien préciser que ces nouvelles activités sont des activités *rétribuées, des emplois*,

1. Lionel Stoleru, « Le chômage de prospérité », *Le Monde*, 31 octobre 1986. C'est moi qui souligne.

même si elles ne sont pas à proprement parler du « travail » tel qu'on l'entendait jusqu'ici : « La substitution de la robotique et de la télématique au travail humain (...) permet de dégager une valeur supérieure au salaire versé précédemment. (...) Cette valeur est disponible *pour rémunérer celui qui a perdu son emploi*. Le chômage est un déplacement d'activité plus qu'une suppression d'emploi. »

L'intérêt de ce texte apparemment économique tient à la richesse des sens explicites et implicites qui s'y superposent. Tout d'abord, à la différence de la plupart des idéologues patronaux et des dirigeants politiques, Stoleru ne nie pas que la présente mutation technique économise du temps de travail *à l'échelle de la société* et non pas seulement à l'échelle de l'entreprise : elle permet de produire plus et mieux avec moins d'heures de travail et avec moins de capital ; elle permet d'abaisser le coût salarial mais aussi le coût en capital par unité de produit¹. L'informatisation et la robotisation ont donc une rationalité économique, laquelle se définit précisément par le souci d'*économiser*, c'est-à-dire de mettre en œuvre les facteurs de production de la manière la plus efficace possible. Il nous faudra encore revenir sur ce type de rationalité par la suite, pour mieux en saisir la nature. Pour le moment, il suffit de constater qu'une ratio-

1. Ce fait est encore fréquemment contesté sous prétexte que le capital fixe *par emploi* tend à augmenter rapidement dans l'industrie et les services industrialisés, et que le nombre des emplois ne baisse pas brutalement. Or ni le capital immobilisé pour chaque emploi ni le nombre des emplois n'ont de signification quant à la manière dont évolue la quantité de travail absorbée par l'économie : seul est significatif le nombre total des heures travaillées en une année dans l'ensemble de l'économie, c'est-à-dire le « volume de travail ».

A ce sujet, les statistiques ouest-allemandes, qui (à la différence des françaises) mesurent régulièrement ce volume annuel, fournissent les données suivantes : le PIB allemand a été multiplié par 3,02 entre 1955 et 1985 ; le volume annuel de travail a diminué de 27 % durant cette période. De 1982 à 1986, il a diminué d'un peu plus d'un milliard d'heures, soit l'équivalent de 600 000 emplois à plein temps. De 1984 à juin 1986, malgré une diminution du volume de travail de 350 millions d'heures, soit l'équivalent de plus de 200 000 emplois à plein temps, le nombre des personnes employées a augmenté de 200 000. Cette augmentation du nombre des actifs était due à la réduction de la durée contractuelle du travail et à l'accroissement du nombre des emplois à temps partiel.

C'est dire, je le répète, que les chiffres concernant le nombre des chômeurs et le nombre des personnes employées ne permettent de mesurer ni l'évolution de la productivité ni l'évolution de la quantité de travail utilisée par l'économie.

nalité ayant pour but d'*économiser* les « facteurs », exige que leur mise en œuvre soit *mesurable, calculable, prévisible* et qu'ils puissent donc être exprimés, quelle que soit leur nature, dans une même unité de mesure. Cette unité de mesure est le « coût » par unité de produit, coût qui, lui-même, est fonction du temps de travail (du nombre d'heures travaillées) que contiennent le produit et les moyens (en gros : le capital, qui est du travail accumulé) servant à le produire.

Du point de vue de la rationalité économique, le temps de travail économisé, à l'échelle de la société, grâce à l'efficacité croissante des moyens mis en œuvre, est du temps de travail disponible pour une production additionnelle de richesses. C'est bien là ce que nous dit Stoleru, avec quelque insistance, puisqu'il y revient par deux fois. Le temps de travail économisé, écrit-il, « permet de rémunérer celui qui a perdu son emploi » en l'employant pour une autre activité économique, ou en rémunérant des activités qui, jusque-là, n'étaient pas rémunérées ni considérées comme faisant partie de l'économie. Il permet de créer de nouveaux emplois « ailleurs dans l'économie », et Stoleru précise : « ne serait-ce que dans les loisirs ».

Le modèle envisagé implicitement est donc celui d'une économie qui ne cesse d'englober de nouveaux champs d'activité à mesure que du temps de travail est libéré dans les champs qu'elle occupait jusqu'alors. Cette extension du champ de l'économie va toutefois, conformément à sa rationalité propre, conduire à des nouvelles économies de temps. Économiciser, c'est-à-dire inclure dans le champ de l'économie ce qui en était encore exclu, cela veut dire que la rationalisation économique génératrice de gains de temps va gagner du terrain et dégager des quantités croissantes de temps disponible.

On le voit bien à propos des orientations le plus communément proposées pour assurer une « nouvelle croissance » : elles portent, d'une part, sur l'informatisation et la robotisation des tâches ménagères (« téléshopping », cuisine automatique programmable par ordinateur, maison électronique, etc.) et, d'autre part, sur l'industrialisation et l'informatisation au moins partielle des services de restauration, de nettoyage, de soins corporels, d'enseignement, de puériculture, etc. La rationalisation économique est ainsi promise à pénétrer la sphère de la « reproduction » dans laquelle prévalait encore le travail domestique non rémunéré et non comptabilisé, ni même, le plus souvent, compté. Le gain de temps, en particulier la libération

des femmes ou des ménages vis-à-vis des tâches ménagères, est le but explicite des innovations proposées.

Dire qu'elles vont « créer de l'emploi » est une façon paradoxale de nier la rationalité économique qui leur sert par ailleurs de justification : les fast foods, robots ménagers, ordinateurs domestiques, salons de coiffure express, etc., ont pour but non de *donner du travail* mais d'en économiser. S'ils exigent bel et bien du travail rémunéré, c'est-à-dire des emplois, la quantité de travail rémunéré est très inférieure à la quantité de travail ménager économisé. Si tel n'était pas le cas, ces produits et services seraient économiquement inaccessibles et dénués d'intérêt pour l'immense majorité des gens : pour gagner une heure de temps disponible, un salarié moyen devrait dépenser le salaire d'une heure de travail, ou davantage ; il ou elle devrait travailler au moins une heure de plus pour se procurer une heure supplémentaire de temps libéré ; tout le temps gagné sur les tâches ménagères devrait être travaillé (ou travaillé en plus) à l'usine ou au bureau, etc. Or la valeur d'usage des équipements ménagers et des services industrialisés tient précisément, au contraire, au gain *net* de temps qu'ils procurent, et leur valeur d'échange à leur productivité horaire élevée : pour gagner de quoi se payer ces produits ou services, l'usager passe au travail beaucoup moins de temps qu'il n'en dépenserait pour se rendre ces services par lui-même. C'est bien d'une libération du temps à l'échelle de la société qu'il s'agit.

La question est de savoir quel sens et quel contenu on veut donner à ce temps libéré. La raison économique est fondamentalement incapable de répondre à cette question. Considérer, comme le fait Stoleru, qu'il va être rempli par des activités se déplaçant « ailleurs dans l'économie, ne serait-ce que dans les loisirs », c'est oublier que lorsque les gains de temps dans les activités économiques classiques sont utilisés à économiciser des activités jusque-là exclues du champ de l'économie, des gains de temps additionnels vont résulter de ce déplacement. L'extension du champ de la rationalité économique, rendue possible par les économies de temps de travail, conduit à des économies de temps jusque dans des activités qui, jusque-là, n'étaient pas comptées comme du travail. Les « progrès technologiques » posent ainsi inévitablement la question du contenu et du sens du temps disponible, mieux encore : de la nature d'une civilisation et d'une société où l'étendue du temps disponible l'emporte de loin sur celle